

Né-e-s ici ou venu-e-s d'ailleurs, L'égalité des droits, c'est pour toutes et tous

APPEL A MOBILISATION

Nous ne voulons pas d'une société raciste. Nous voulons pour nos voisin-e-s, collègues de bureau, d'atelier, nos camarades d'amphi, pour notre médecin, notre boulanger-e, pour la copine ou le copain de classe de nos filles, de nos garçons... une réelle égalité des droits.

Nous vivons ensemble, et ne concevons pas la société autrement que dans le respect de ce qui nous lie. La fraternité est aux côtés de la liberté et de l'égalité sur le fronton de nos édifices publics. Ces grands principes doivent se traduire par l'accès effectif à tous les droits, pour toutes et tous ; par l'accueil et la valorisation de la diversité qui fait la richesse de notre pays, de tout pays ; par le développement des solidarités pour et avec celles et ceux qui en ont besoin.

Travailleuses et travailleurs étrangers, personnes exilées, étudiantes et étudiants internationaux... qu'ils et elles soient arrivés hier ou il y a 20 ans, toutes et tous se retrouvent la cible de politiques migratoires qui voient en l'étranger un criminel en puissance, un « indésirable ».

La loi immigration de janvier 2024 et le Pacte Asile & Immigration de l'Union européenne ont encore radicalisé des politiques répressives et brutales, généralisant la maltraitance administrative. Les politiques publiques sont aujourd'hui dévoyées et utilisées comme des outils pour surveiller, arrêter, enfermer, expulser... C'est sur cette toile de fond que prospèrent au quotidien la xénophobie, la stigmatisation et les discriminations.

Les mers ramènent sur nos côtes les corps de celles et ceux que le choix politique d'une « Europe forteresse » a condamné-e-s ; des exilé-e-s venu-e-s chercher la protection à laquelle elles et ils ont droit sont renvoyé-e-s vers d'atroces destins dans des pays qui violent les droits fondamentaux autant que le droit international ; des enfants et des adolescents sont abandonnés par les institutions qui devraient les protéger ; des personnes qui travaillent, étudient, vivent avec nous sont harcelées et traitées comme des délinquants faute de recevoir les documents qui légaliseraient et pérenniseraient leur séjour ; des résident-e-s de longue date rencontrent des difficultés indues pour la prolongation de leur titre de séjour, et se retrouvent de ce fait plongé-e-s dans une dramatique spirale, perdant leur travail, leur logement, leurs droits sociaux et leur couverture médicale.

L'extrême droite développe le fantasme d'une population « étrangère » présentée comme trop nombreuse et « inassimilable ». Elle attise auprès de la population le rejet des « étrangers » qui — selon elle — seraient la cause de tous les maux socio-économiques endurés par la société. En écho, le gouvernement instrumentalise cette peur de l'autre et prépare une énième loi toujours plus répressive qui pourrait s'affranchir, cette fois, du cadre de l'Etat de droit. **Cette surenchère, contraire à nos valeurs d'humanité et de solidarité** à la base de notre pacte social, abîme profondément nos sociétés.

IL FAUT REAGIR ! Nous sommes déjà nombreuses et nombreux à le faire au quotidien, en dépit des menaces qui pèsent sur nos militant-e-s syndicaux et associatifs qui s'engagent auprès de celles et ceux qui sont privé-e-s de leurs droits et de leur dignité pour une couleur de peau, une religion ou le simple fait d'être né-e ailleurs.



DES MILLIONS DE CITOYENNES ET DE CITOYENS PENSENT COMME NOUS ET SONT PRETS A FAIRE RETENTIR LA PUISSANTE VOIX DE LA SOLIDARITE !

LE 14 DECEMBRE, MANIFESTATIONS PARTOUT EN FRANCE

pour défendre le respect de la protection et des droits des travailleuses et travailleurs migrants, de leurs familles et de toutes les personnes exilées !

18 DECEMBRE, JOURNEE INTERNATIONALE DES MIGRANTS, MEETING UNITAIRE A PARIS

et dans d'autres initiatives en régions, réaffirmons plus encore l'impérieuse nécessité de l'égalité des droits pour toutes et tous, né-e-s ici ou venu-e-s d'ailleurs !

Appel à l'initiative de :

la LDH (Ligue des droits de l'Homme), Amnesty International France, Attac France, Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), La Cimade, Confédération générale du travail (CGT), Emmaüs France, Fédération syndicale unitaire (FSU), Femmes Egalité, Groupe accueil et solidarité (Gas), Intercollectif de sans-papiers, Médecins du monde, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Oxfam France, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Syndicat de la magistrature (SM), Union syndicale Solidaires, Utopia 56.

Autres signataires :

Accueil réfugiés Bruz (ARB), Action culture entreprises Rennes, AIDES Vaucluse, **L'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (L'Acort)**, Association d'accueil des demandeurs d'asile de Mulhouse, **Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF)**, Association France Palestine Solidarité Rouen (AFPS Rouen), **Association Kolone**, **Association nationale des villes et territoires accueillants (Anvita)**, **Association Primo Levi**, Association pour la reconnaissance et la défense des droits des émigrés en Bocage (ARDDIB), **Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)**, Charente Palestine Solidarité, Collectif 50 pour les droits des étrangers, Collectif antiraciste de la région Elbeuvienne (CARE), **Collectif Chabatz d'entrer**, Collectif Galois, Collectif des étudiant.e.s en exil et leurs amis.e.s,

Collectif national pour les droits des Femmes (CNUF), Collectif réfugiés du Vaucluse, Collectif saint-lois d'aide aux migrants (CSLAM), Collectif Villejuif ville d'accueil, **Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM France)**, **Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)**, **Comité de suivi du symposium sur les Sénégalais de l'extérieur (CSSSE)**, **Coordination française pour le lobby européen des Femmes (CLEF)**, **Coordination nationale Pas sans Nous**, **Elena-France**, Fédération syndicale unitaire de l'Aveyron (FSU12), **Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)**, **Fondation Armée du Salut**, **Fondation Copernic**, **Humanity Diaspo**, **Ligue des droits de l'enfant (LDE) Belgique**, **La Ligue de l'enseignement**, **Maison de l'hospitalité Martigues**, **Maison internationale de Rennes (MIR)**, **Les Midis du MIE**, **Pantin Solidaire**, **Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR)**, **#Nous Toutes**, **Réseau des associations pour le développement du Bassin du fleuve Sénégal (RADBFS)**, **Réseau Féministe « Ruptures » (RFR)**, **Réseau hospitalier Vaucluse (RH84)** **Roya citoyenne**, **Transmettre un Horizon à Tous (Thot)**, **Uguta Toosa**, **Unir Universités & Réfugié.e.s**, **Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa)**.



Les organisations qui souhaitent signer l'appel « Né-e-s ici ou venu-e-s d'ailleurs, l'égalité des droits, c'est pour toutes et tous ! » peuvent remplir [ce formulaire](#).